



28-08-2013

Le 10 septembre nous dirons non à tout ça

Les mesures que le gouvernement socialiste vient de prendre en plein accord avec le patronat et la CFDT vont frapper encore plus durement les travailleurs et le peuple. Le MEDEF (syndicat patronal) exigeait la suppression des 34 milliards d'euros de la part patronale cotisations patronales qui financent la branche famille de la Sécurité Sociale.

Une fois de plus le gouvernement a dit oui. Ces 34 milliards seront payés par le peuple. La TVA va être augmentée en 2014 alors qu'elle représente déjà 54% des recettes fiscales de l'Etat, la CSG ne sera pas augmentée pour l'instant mais elle rapporte déjà 90 milliards alors que l'impôt sur les sociétés n'en représente que 44.

Mais ce n'est pas tout. L'Etat alloue une moyenne de 200 milliards par an de réductions d'impôts et taxes diverses aux entreprises. C'est facilement vérifiable mais personne, de l'UMP au PS, n'en parle. A tous ces milliards il faut ajouter les 20 milliards de crédits d'impôts attribués cette année aux entreprises.

Avec cette somme énorme on peut déjà équilibrer notre régime de Sécurité Sociale et celui des retraites en revenant à la retraite à 60 ans après 37 ans ½ d'annuités de cotisations.

Mais le gouvernement socialiste annonce la poursuite de la réforme des retraites commencée par Sarkozy : augmentation du nombre d'annuités donnant droit à la retraite, diminution du pouvoir d'achat pour les retraités.

Les uns et les autres, de gauche comme de droite sont les gérants loyaux du capitalisme régnant. Le patron de la CFDT se réjouit « des mesures de justice obtenues. C'est la victoire du syndicalisme combattif » a déclaré L. Berger. Les socialistes sont contents : « la réforme des retraites est une réforme juste et progressive ».

Pendant ce temps, les multinationales se portent bien : Depuis Juillet l'action Véolia en bourse a gagné 36,1%, Gemalto 29,8%, Peugeot 93%, la Société Générale 28,7%, Bouygues 26,7%, BNP Paribas 22,5%, le Crédit agricole 25,6%, Vallourec 22,4%, EDF 21,1%, Axa 17,4%, Renault 16,1%, le CAC40 a progressé de 11% en huit semaines.

Le journal financier « Les Echos » posait hier la question suivante à Pierre Gattaz, le nouveau président du MEDEF : Quels peuvent être les atouts de cette France en 2020 ? La réponse de celui-ci fut nette : « Si le gouvernement crée un terreau favorable aux entreprises notre pays peut redevenir conquérant ». Tout pour l'entreprise, tout pour diminuer le prix

du travail (que tous appellent le coût). Tout pour être en tête dans cette course à l'appauvrissement des peuples.

En Espagne, il suffit qu'une entreprise se déclare en difficulté pour licencier sans entrave, 823.000 emplois ont été détruits en 2012 avec cette nouvelle loi. En Grèce, mise en place d'un SMIC jeunes, les moins de 25 ans sont payés 32% de moins que les autres salariés alors que 60% d'entre eux sont au chômage. Attaque systématique sur les conventions collectives. En Allemagne, 7,8 millions de travailleurs (15 à 20% des salariés) ont un « mini job » payé à 450 euros maxi par mois. En dix ans le nombre d'intérimaires a triplé. Au Royaume-Uni, 1 million de travailleurs a un contrat de travail à zéro heure, flexibilité maximum, le salarié doit être disponible à tout moment. Naturellement ces attaques sont citées en exemple comme étant des mesures de « sortie de crise ». Voilà le but que poursuivent en France ceux qui gouvernent.

Il est grand temps de de s'opposer partout et de plus en plus fort à tout ça.

Le 10 septembre disons NON à cette politique

Il faut s'opposer à cette politique qui concerne non seulement les retraites mais l'emploi, les salaires, la Sécurité Sociale, la santé publique, l'enseignement et la recherche...

DISONS-LE

ce 10 septembre lors de cette journée nationale de grèves et manifestations à l'appel de la CGT, FO, FSU, Solidaires.

www.sitecommunistes.org